



Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale
24 février 2014
Français
Original: anglais

Comité des droits de l'enfant

Observations finales concernant le rapport soumis par le Portugal en application du paragraphe 1 de l'article 8 du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés*

1. Le Comité a examiné le rapport initial du Portugal (CRC/C/OPAC/PRT/1) à sa 1862^e séance (CRC/C/SR.1862), le 23 janvier 2014, et a adopté les observations finales ci-après, à sa 1875^e séance, le 31 janvier 2014.

I. Introduction

2. Le Comité accueille avec satisfaction le rapport initial de l'État partie ainsi que les réponses écrites apportées à la liste de points à traiter (CRC/C/OPAC/PRT/Q/1/Add.1) et se félicite du dialogue constructif qu'il a eu avec la délégation multisectorielle de l'État partie.

3. Le Comité rappelle à l'État partie que les présentes observations finales doivent être lues en parallèle avec les observations finales qu'il a adoptées le 31 janvier 2014 au sujet des troisième et quatrième rapports périodiques de l'État partie sur l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC/C/PRT/CO/3-4) et au sujet du rapport initial de l'État partie sur l'application du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (CRC/C/OPSC/PRT/CO/1).

II. Observations générales

Aspects positifs

4. Le Comité note avec satisfaction la ratification par l'État partie des instruments internationaux suivants:

a) Le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications, le 24 septembre 2013;

b) Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, le 5 février 2002.

* Adoptées par le Comité à sa soixante-cinquième session (13-31 janvier 2014).



5. Le Comité accueille avec satisfaction les divers éléments existants et mesures constructives prises dans des domaines touchant à la mise en œuvre du Protocole facultatif, en particulier:

a) La déclaration faite par l'État partie lors de la ratification du Protocole facultatif selon laquelle l'âge minimum de l'engagement volontaire dans les forces armées nationales est fixé à 18 ans;

b) L'article 16 de la Constitution portugaise, en vertu duquel le Protocole facultatif peut être directement invoqué devant les tribunaux et appliqué par les autorités nationales dans l'État partie;

c) La promulgation de la loi n° 31/2004 du 22 juillet 2004, qui a adapté la législation pénale portugaise au Statut de Rome de la Cour pénale internationale;

d) L'adoption du Plan d'action national pour la période 2009-2014 relatif à la résolution 1325 du Conseil de sécurité (2000), en août 2009.

III. Mesures d'application générales

Coordination

6. Le Comité prend note de l'existence du Comité national des droits de l'homme, organe interministériel chargé de coordonner toutes les mesures gouvernementales relatives aux droits de l'homme, mais il est préoccupé par l'absence de mécanisme spécialement chargé de coordonner l'action des organismes compétents en vue de garantir la mise en œuvre du Protocole facultatif.

7. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir une coordination efficace de la mise en œuvre du Protocole facultatif aux niveaux national et régional et au niveau des districts et d'allouer des ressources humaines, techniques et financières suffisantes au mécanisme de coordination. Il recommande à l'État partie de communiquer des informations à ce sujet dans son prochain rapport périodique.

Diffusion et sensibilisation

8. Le Comité constate que l'État partie n'a pas diffusé largement les principes et les dispositions du Protocole facultatif auprès des forces armées et du grand public, y compris les enfants et leur famille.

9. Eu égard au paragraphe 2 de l'article 6 du Protocole facultatif, le Comité recommande à l'État partie de redoubler d'efforts pour faire largement connaître les principes et dispositions du Protocole facultatif aux membres des forces armées, au grand public et aux enfants en particulier, notamment en associant davantage les médias aux actions de sensibilisation.

Formation

10. Le Comité note que la formation dispensée aux militaires, dont ceux affectés à des missions de maintien de la paix, comprend un module sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire, mais il regrette que les programmes de formation suivis par les militaires et les agents des forces de l'ordre, notamment ceux qui prennent part à des opérations internationales de maintien de la paix, ne traitent pas spécifiquement des droits de l'enfant et des dispositions du Protocole facultatif.

11. Le Comité recommande que le Protocole facultatif soit systématiquement étudié dans le cadre de la formation dispensée à tous les groupes professionnels concernés, en particulier les membres des forces armées et des forces internationales de maintien de la paix, les agents des forces de l'ordre et des services d'immigration, les procureurs, les avocats, les juges, les travailleurs sociaux, les professionnels de la santé, les enseignants, les professionnels des médias et les responsables au niveau local et à celui des districts.

Données

12. Le Comité regrette l'absence de données sur les actes visés par le Protocole facultatif, en particulier concernant les enfants demandeurs d'asile, réfugiés, migrants et non accompagnés qui relèvent de sa juridiction et qui sont susceptibles d'avoir été enrôlés ou utilisés dans des hostilités à l'étranger.

13. Le Comité recommande à l'État partie de créer un mécanisme permettant de collecter des données exhaustives, ventilées par sexe, âge, nationalité, origine ethnique et situation socioéconomique, dans tous les domaines liés à la mise en œuvre du Protocole facultatif, de manière, en particulier, à repérer et à enregistrer tous les enfants demandeurs d'asile, réfugiés, migrants et non accompagnés relevant de sa juridiction susceptibles d'avoir été enrôlés ou utilisés dans des hostilités à l'étranger.

IV. Prévention

Participation directe

14. Le Comité juge encourageant que le Code de justice militaire de l'État partie interdise le recrutement ou l'enrôlement de personnes de moins de 18 ans et classe ces infractions parmi les crimes de guerre, mais il constate avec préoccupation que la législation de l'État partie ne définit pas la notion d'«utilisation active» dans des hostilités.

15. Afin de renforcer encore la prévention des infractions visées par le Protocole facultatif, le Comité recommande à l'État partie de définir la notion d'«utilisation active» dans des hostilités dans ses textes législatifs pertinents, notamment dans son Code de justice militaire.

Écoles militaires

16. Le Comité note que le Ministère de l'éducation fixe les programmes scolaires et les cours de base de l'École militaire (Colégio Militar), de l'École des pupilles de l'armée (Pupilos do Exército) et de l'Institut Odivelas (Instituto de Odivelas). Néanmoins, il constate avec préoccupation que ces écoles, qui accueillent des élèves âgés de moins de 18 ans, restent sous le contrôle du Ministère de la défense et sous la responsabilité de l'armée. En outre, même si les enfants inscrits dans ces écoles ne sont pas formés au maniement des armes, le Comité est préoccupé par le fait que l'instruction militaire est obligatoire au Colégio Militar et que la discipline militaire fait partie du programme scolaire que suivent des enfants âgés d'à peine 10 ans.

17. Le Comité recommande à l'État partie:

a) De faire en sorte que toutes les écoles militaires, qui sont actuellement sous la responsabilité du Ministère de la défense, soient placées sous la supervision du Ministère de l'éducation;

b) **De veiller à ce que les enfants qui étudient au Colégio Militar conservent le statut de civils et soient exemptés de l'instruction militaire obligatoire jusqu'à leur dix-huitième anniversaire.**

Droits de l'homme et éducation pour la paix

18. Le Comité note que l'État partie a traduit le Protocole facultatif en portugais et qu'il a intégré l'éducation pour la paix dans les programmes scolaires, dans le cadre des cours d'éducation civique.

19. **Compte tenu de son Observation générale n° 1 (2001) sur les buts de l'éducation, le Comité recommande à l'État partie de continuer de renforcer l'éducation pour la paix dans les programmes scolaires à tous les niveaux, en mentionnant notamment les infractions visées par le Protocole facultatif.**

V. Interdiction et questions connexes

Lois et réglementations pénales en vigueur

20. Le Comité juge encourageant le fait que la loi n° 31/2004 du 22 juillet 2004, qui adapte la législation pénale portugaise au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, érige en infraction pénale l'enrôlement et l'utilisation de personnes de moins de 18 ans dans les forces armées, les forces militaires ou paramilitaires d'un État ou dans des groupes armés ou leur utilisation dans des hostilités, pendant un conflit armé international ou non international. Le Comité est néanmoins préoccupé par ce qui suit:

a) L'incrimination du recrutement et de l'utilisation de personnes de moins de 18 ans est limitée aux situations de conflit armé et ne s'applique pas en temps de paix;

b) La législation de l'État partie n'érige pas en infraction pénale et n'interdit pas le recrutement et l'utilisation de personnes de moins de 18 ans par des personnes morales, comme les sociétés de sécurité privées.

21. **Le Comité recommande à l'État partie:**

a) **De réviser les dispositions de la législation nationale de manière à garantir que le recrutement d'enfants par les forces armées ou par des groupes armés constitue une infraction pénale en temps de paix comme en temps de guerre;**

b) **De modifier la loi n° 31/2004 afin d'incriminer expressément le recrutement et l'utilisation de personnes de moins de 18 ans par des sociétés militaires ou de sécurité privées, ainsi que la tentative de commission, la récidive ou la complicité dans la commission de tels actes.**

VI. Protection, réadaptation et réinsertion

Mesures adoptées pour protéger les droits des enfants victimes

22. Le Comité prend note des renseignements communiqués par l'État partie indiquant qu'il n'y a pas, sur son territoire, d'enfants victimes d'actes interdits par le Protocole facultatif. Cependant, selon les informations que le Comité a reçues, un nombre croissant d'enfants demandeurs d'asile et réfugiés non accompagnés venant de pays touchés par des conflits entrent sur le territoire de l'État partie, et le Comité s'inquiète de ce qu'il n'existe aucun mécanisme permettant de repérer rapidement les enfants susceptibles d'avoir été enrôlés ou d'avoir participé à un conflit armé à l'étranger.

23. Rappelant les obligations qui découlent de l'article 7 du Protocole facultatif, le Comité engage l'État partie à prendre toutes les mesures requises pour identifier les enfants susceptibles d'avoir été impliqués dans un conflit armé, à créer un mécanisme visant à repérer les enfants demandeurs d'asile, réfugiés ou migrants qui pourraient avoir été impliqués dans un conflit armé à l'étranger et à dispenser au personnel chargé de cette tâche une formation sur les droits de l'enfant, la protection de l'enfance et les techniques d'entretien respectueuses des enfants.

Aide à la réadaptation physique et psychologique et à la réinsertion sociale

24. Le Comité juge encourageant que les enfants réfugiés et demandeurs d'asile aient le droit d'accéder à l'éducation et aux soins de santé et que le Centre d'installation temporaire pour les réfugiés dispose d'un service spécial pour les enfants non accompagnés situé dans la région de Lisbonne. Il prend note avec satisfaction de la loi n° 27/2008 du 30 juin 2008, qui dispose que les enfants touchés par des conflits armés, y compris les enfants victimes de torture ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants, ont le droit de bénéficier de services de réadaptation. Néanmoins, il constate avec préoccupation que les moyens de réadaptation physique et psychologique disponibles dans l'État partie pour les enfants susceptibles d'avoir été enrôlés ou d'avoir été utilisés dans des hostilités à l'étranger ne sont pas suffisants.

25. Le Comité engage l'État partie à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que les enfants réfugiés et demandeurs d'asile susceptibles d'avoir été enrôlés ou utilisés dans des hostilités aient le droit de bénéficier de services d'aide à la réadaptation physique et psychologique, ainsi que de mesures de réinsertion sociale. Ces mesures devraient notamment consister à évaluer attentivement la situation des enfants, à leur fournir immédiatement une assistance pluridisciplinaire, adaptée à leur sensibilité, en vue de leur réadaptation physique, psychologique et émotionnelle et de leur réinsertion sociale, conformément au Protocole facultatif. Le Comité recommande également à l'État partie de mettre en place des centres spéciaux pour enfants non accompagnés, réfugiés ou demandeurs d'asile dans d'autres districts du pays.

VII. Assistance et coopération internationales

Coopération internationale

26. Le Comité salue le rôle positif que joue l'État partie au sein du Conseil des droits de l'homme ainsi que la coopération qu'il entretient avec l'ONU dans le but de prévenir et réprimer le recrutement et l'utilisation d'enfants dans des conflits armés. Il recommande à l'État partie de poursuivre sa coopération avec l'ONU et avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, et d'étudier la possibilité d'accroître sa coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres organismes des Nations Unies dans la mise en œuvre du Protocole facultatif.

VIII. Suivi et diffusion

27. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures voulues pour garantir la pleine application des présentes recommandations, notamment en les transmettant au Parlement, aux ministères concernés, dont le Ministère de la défense, à la Cour suprême et aux autorités locales, pour examen et suite à donner.

28. Le Comité recommande que le rapport initial et les réponses écrites de l'État partie ainsi que les observations finales qu'il a adoptées soient largement diffusés, y compris (mais pas seulement) par le biais de l'Internet, auprès du grand public, des organisations de la société civile, des groupes de jeunes, des groupes professionnels et des enfants, afin de susciter un débat et de faire connaître le Protocole facultatif, son application et son suivi.

IX. Prochain rapport

29. Conformément au paragraphe 2 de l'article 8, le Comité prie l'État partie de faire figurer un complément d'information sur l'application du Protocole facultatif et des présentes observations finales dans le prochain rapport périodique qu'il soumettra conformément à l'article 44 de la Convention relative aux droits de l'enfant.
